

Tél : 06 21 93 30 81
Mail : jean-christophe.jaros@bureauveritas.com

Maître d'Ouvrage
Direction Interdépartementale des Routes EST/SeSyR
M. PERRIN Pascal - Chef d'unité PMOE
10 et 16, Promenade des Canaux
BP 82120
54021 NANCY cedex

Opération :

57/METZ_Rénovation_des_PMV

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022

A 31 – Rénovation de 5 PMV aux PR :

CEI de Champigneulles • BELLEFONTAINE 254+800 sens 1 • VOLTAIRE 255+740 sens 2
CEI de Fameck • ILLANGE 1 326+100 sens 1 • ELANGE 338+060 sens 2 • ENTRANGE sens 1

Maître d'Ouvrage

Direction Interdépartementale des Routes EST/SeSyR
10 et 16, Promenade des Canaux
54021 NANCY cedex

Opération de catégorie 2

Coordination Sécurité et Protection de la Santé Plan Général de Coordination P.G.C.

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
14-janv-22	Rév0	Création du document d'après le CCTP de décembre 2021	Jean-Christophe JAROS



SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPÉRATION	4
1.1 Présentation du projet	4
1.2 Présentation des intervenants	4
1.3 Autorisations administratives	5
1.4 Renseignements administratifs (adresses utiles)	5
2. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	5
2.1 Contraintes d'environnement de site	5
2.2 Mesures d'organisation générale	6
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT	7
3.1.1 Circulations horizontales ou verticales	7
3.1.2 Protections collectives	7
3.1.3 Protections individuelles	7
3.2 Circulation des engins à l'intérieur du chantier	8
3.3 Livraisons et replis	8
3.4 Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels	8
3.5 La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	9
3.6 Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	9
3.7 Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	9
3.8 Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	9
3.9 Formation à la sécurité	10
3.10 Aptitude médicale	10
3.11 Registres réglementaires	10
3.12 Mesures découlant de l'analyse et de l'harmonisation des PPSPS	10
4. MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	11
4.1 Nettoyages de chantier	11
5. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	11
6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	12
6.1 Sous-traitance	12
6.2 Prestataires de services	12
6.3 Intérimaires	12
6.4 Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage	12
6.5 Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé	12
6.6 Modalités pour chantier non soumis à C.I.S.S.C.T	13
6.7 Les protocoles d'accord interentreprises ou les conventions interentreprises de mise en commun de moyens	13
6.8 Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT »	14
6.9 Rappel COVID-19 - Guide de préconisations OPPBTP Version 18 du 03/01/2022	15

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
Bureau Veritas Construction Metz 5, Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

NOTE AUX INTERVENANTS

Le Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises. Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).
Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé peuvent être organisées, les intervenants convoqués sont tenus d'être présents.

Conformément au code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

NOTA

Le présent P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises :

Par une actualisation du présent document lorsqu'il s'agit de modifications importantes,
Par les observations ou notifications faites dans le registre journal de la coordination au fur et à mesure de l'avancement des travaux lorsque les adaptations sont mineures.

AVERTISSEMENT

Toute reprise partielle ou totale des articles du présent document établi par BUREAU VERITAS est soumise à son accord préalable.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

La loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991, par son article L. 230-2, impose à tous les chefs d'établissement la mise en œuvre des Principes Généraux de Prévention :

- a) éviter les risques;
- b) évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités;
- c) combattre les risques à la source;
- d) adapter le travail à l'homme;
- e) tenir compte de l'état d'évolution de la technique;
- f) remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux;
- g) planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants;
- h) prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle;
- i) donner des instructions appropriées aux travailleurs.

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par ses articles L 4531-1 et L 4531-2, impose au Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et Coordonnateur la prise en compte des Principes Généraux de Prévention énoncés aux a, b, c, e, f, g et h ci-dessus.

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPÉRATION

1.1. Présentation du projet (d'après le CCTP de décembre 2021)

☐ Présentation du projet :

Ces PMV nécessitent un changement du caisson complet, ainsi que de l'armoire de commande.
Les travaux ont pour objet la rénovation de 5 PMV sur A31 comme suit (à définir à la réunion Zéro) :

- X PMV Génériques : remplacement du caisson complet existant par un nouveau caisson avec tunnel de maintenance ainsi que l'armoire de commande, y compris le remplacement du garde-corps et l'échelle crinoline le cas échéant.
- X PMV RDV accotement : remplacement du caisson complet existant par un nouveau caisson à l'identique, y compris la plateforme de maintenance et le mât le cas échéant.

☐ Préparation de chantier :

Les travaux seront réalisés par les intervenants suivants :

- **Balisage : CEI ou Signature SA**
- **Fabrication des caissons PMV : A définir**
- **Les travaux de dépose, câblage et pose : A définir**

Les travaux sont prévus aux dates suivantes :

Semaine xx :

- Nuits à définir

Semaine xx :

- Nuits à définir

Semaine xx :

- Nuits à définir

Semaine xx :

- Nuit à définir

Semaine xx :

- Nuit à définir

☐ Mode de consultation des entreprises :

- Appel d'Offres publics.

☐ Mode de passation des marchés :

- Lots séparés

☐ Prévision du nombre d'entreprises et de leurs sous-traitants :

- 3 à 4 entreprises, y compris sous-traitants, prestataire et bureau de contrôle

☐ Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) et prévision d'effectif global et de pointe :

- Conformément à l'arrêté du 7 Mars 1995 et au Code du Travail, la liste des entreprises titulaires de lot retenues par le Maître d'ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lots, ainsi que leur effectif global et de pointe, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de renseigner totalement ces rubriques à la date d'envoi de la déclaration préalable.
- Le présent chapitre renvoie au registre journal où les éléments sus définis sont tenus à jour.

☐ Durée globale des travaux :

- Délai d'exécution (y compris congé et intempéries) : Les travaux se déroulent du

courant 2022

☐ Ordonnancement des travaux

- Les travaux seront réalisés de la manière suivante :

Pour les PMV Génériques :

- 1) Mise en place du balisage
- 2) Dépose du PMV et pose du nouveau PMV la 1ère nuit
- 3) Câblage, raccordement et tests du PMV la 2ème nuit

Pour les PMV Accotement :

- 1) Mise en place du balisage
- 2) Dépose des 2 PMV et réalisation des scellements chimiques la 1ère nuit
- 3) Pose des 2 PMV, raccordement et mise en service la 2ème nuit

Justifications du balisage :

**Les travaux ne pouvant être exécutés depuis l'extérieur, il est nécessaire de basculer le trafic pour les engins de chantier.
Compte-tenu du trafic sur cet axe (cf. données page 10), les travaux devront se dérouler de nuit.**

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

1.2. Présentation des intervenants

	Non et adresse	Responsable
Maître d'Ouvrage	Direction Interdépartementale des Routes EST 10 et 16, promenade des Canaux BP 82120 – 54021 NANCY cedex	M. MAINFRAY Norbert Responsable du SeSyR DIRE/SeSyr Norbert.Mainfray@developpementdurable.gouv.fr
Maître d'Œuvre	Direction Interdépartementale des Routes EST 10 et 16, promenade des Canaux BP 82120 – 54021 NANCY cedex	M. PERRIN Pascal Responsable du PMOE DIRE/SeSyr/PE Pascal.PERRIN@developpement-durable.gouv.fr
Suivi du chantier	Direction Interdépartementale des Routes EST 10 et 16, promenade des Canaux BP 82120 – 54021 NANCY cedex	M. IHIAWAKRIM Rachid Chef de Projet - DIRE/SeSyr/PE rachid.ihiawakrim@developpement-durable.gouv.fr
Exploitant et signalisation du chantier	CEI CHAMPIGNEULLES 10 Rue Jacques Monod 54250 CHANPIGNEULLES	M. FETIQUE Mickael Chef de Centre CEI de CHAMPIGNEULLES mickael.fetique@developpement-durable.gouv.fr
	CEI FAMECK Boucle des Dinandiers 57290 FAMECK	M. LEROY Christophe Chef de Centre CEI de FAMECK christophe.leroy@developpement-durable.gouv.fr
Signalisation du chantier	SIGNATURE SA 9 Avenue des Erables 54180 HEILLECOURT	M. RAIZER Fabrice Chargé d'affaires fabrice.raizer@signature.eu
Entreprises	A DEFINIR	A DEFINIR
	A DEFINIR	A DEFINIR
	A DEFINIR	A DEFINIR

1.3. Autorisations administratives

☐ Autorisation de survol

- Etablir les autorisations réglementaires,
- Tout survol des avoisinants (usine, domaine public), avec charge, est interdit lors de l'étude de l'installation de(s) la grue(s) de chantier, l'entreprise tiendra compte des dernières recommandations de la C.N.A.M. (R.406) relatives aux efforts du vent,
- Lors de l'étude de l'installation des grues de chantier, l'entreprise tiendra compte des dernières recommandations de la C.N.A.M. relatives aux interférences,

☐ Déclarations particulières

- Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.
- **Les renseignements sont obtenus auprès du maître d'œuvre.**
- L'entreprise titulaire du marché établit les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.
- Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

1.4. Renseignements administratifs (adresses utiles)

Intervenant	Adresse	Téléphone
Gendarmerie		17
Pompiers		18 et/ou portable 112
DIRECCTE	Avenue André MALRAUX 57000 METZ	
CARSAT (ex CRAM)	3 Place du Roi Georges 57000 METZ	
O.P.P.B.T.P.	9 Rue de Tarbes 54000 ESSEY LES NANCY	

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux :

- ☐ Demandes d'arrêtés
- ☐ Autorisations concessionnaires
- ☐ Médecine du travail

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22

2. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.

2.1. Contraintes d'environnement de site

- Chaque entreprise tient compte des éléments énoncés ci-après dans ses études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.
- De plus, si des réseaux d'énergie ou de fluides opérationnels sont découverts lors des terrassements par les lots terrassements par les lots concernés, toute opération sur ces ouvrages doit être :
 - Planifiée à l'avance, pour être intégrée dans le planning d'exécution des travaux de la maîtrise d'œuvre, en concertation avec :
 - Le représentant de la maîtrise d'ouvrage,
 - Le représentant de (s) l'entreprise (s) concernée (s),
 - Le Coordonnateur SPS.
- Réalisée par une (ou des) personne (s) qualifiée (s) ou habilitée (s)

☐ Aériens et souterrains

- L'entreprise établit ses DICT et repère les réseaux avant le début de ses travaux.
- **Dispositif de balisage au sol à prévoir à proximité des lignes aériennes et PRECAUTION pour les OA - Ouvrages d'Arts**
- **PRECAUTION à prendre pour les OA - Ouvrages d'Arts....**
- **La présence de chambre FO - Fibre Optique sur la BAU et ou de grille ou tampons d'assainissement n'est pas impossible. Attention elles ne sont peut-être pas toutes visibles.**

☐ Contraintes de voisinage

- Cette opération se déroule dans le sens Fey vers A4 (sens 2) sur RN 431 y compris la bretelle d'accès et de sortie vers D66.; les travaux se font de nuit.
- La mise en place de la signalisation et des balisages et protections des usagers et à la charge du CEI de Fameck, du CIE de Champigneulle ou de l'entreprise SIGNATURE
- Chaque entreprise intervenant sur le chantier prend toutes les mesures nécessaires afin de limiter les nuisances sonores et la production de poussières en utilisant des équipements adaptés

- Les accès au chantier doivent rester en permanence libres aux véhicules de secours. Ainsi, ces accès ne doivent pas être encombrés par des dépôts de matériaux, de matériels ou occupés par des stationnements de véhicules particuliers ou d'entreprises et d'engins de chantier

- **Dans le cas de découverte de matériaux à base d'amiante ou susceptible d'en contenir, l'entreprise doit le signaler immédiatement aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur SPS, afin de prendre les mesures nécessaires conformément à la réglementation.**

☐ Contraintes de voisinage

Sans objet

- ☐ Les travaux seront réalisés de nuit entre 21h00 et 6h00 suivant le planning établi ci-dessous :

21h00= Début de mise en œuvre du balisage

22h00 = Coupure effective

22h15 = mise à disposition de la zone aux entreprises

4h30 = départ du chantier des entreprises

5h00 = début de dépalissage par le CEI ou de l'entreprise SIGNATURE

6h00= remise sous circulation

- ☐ Sécurité / coordination SPS

ATTENTION :



Il est rappelé que la vitesse sur le chantier ne doit pas excéder la vitesse de **30km/h.**
ET/OU AU PAS
à l'approche du chantier



RAPPEL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION FACE AU COVID-19

En concertation avec les entreprises, Maître d'Œuvre et CSPS, le Maître d'Ouvrage demande que soient prises un certain nombre de dispositions qui permettront d'être en adéquation avec les demandes des autorités sanitaires dans le cadre des reprises de ses opérations.

En période COVID-19, il faut suivre les préconisations du Guide de Préconisations de Santé de l'OPPBTP :

Rappel COVID-19 - Guide de préconisations OPPBTP Version 18 du 03/01/2022

L'entreprise gère sa propre SECURITE.

Il appartient à toute entreprise exportant un risque de prendre les mesures de sécurité nécessaire pour ce RISQUE.

L'entreprise définit sa méthodologie, c'est-à-dire ses analyses de risques et ses modes opératoires (PPSPS).

Le PPSPS est OBLIGATOIREMENT présent sur le chantier à disposition du personnel.

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

2.2. Mesures d'organisation générale

L'ENTREPRISE INDIQUE DANS SON PPSPS LES MESURES COVID-19 et SUIV LES CONSIGNES DE L'OPPBTP CONCERNANT LE COVID-19 : Port d'un masque en plus de ses EPI STANDARD en permanence

☐ Modalités d'accueil des entreprises

IL EST NECESSAIRE DE S'ASSURER QUE TOUTES LES PERSONNES SOIENT EN BONNE SANTE, L'ENTREPRISE S'APPUIE SUR LE QUESTIONNAIRE JOINT AVEC LE GUIDE DE L'OPPBTP SUR LE COVID 19

- L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes **OBLIGATION** de participer à la **VIC - Visite d'Inspection** Commune conduite par le Coordonnateur SPS.

REMISE au Coordonnateur SPS de son **PPSPS - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé**, approprié et conforme au présent **PGCSPS**.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au Coordonnateur SPS par le Maître d'Œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au Coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande à la Maîtrise d'Œuvre qui la transmet au Maître d'Ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le Maître d'Ouvrage qui informe en copie la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS qui conduit la **VIC - Visite d'Inspection** Commune

Une entreprise titulaire, une entreprise sous-traitante ou un travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le Maître d'Œuvre.

☐ **Locaux de vie et d'hygiène :**

- Ils seront installés dès que possible, maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire du marché :
- Les installations sanitaires seront prévues pour l'effectif de chantier et il sera tenu compte de l'évolution des effectifs.
- Un ensemble vestiaires équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs) tenant compte de l'évolution des effectifs tous corps d'états. La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne : voir possibilité d'utiliser les installations existantes du centre technique dès lors que leur état est conforme à la réglementation en vigueur.
- Un réfectoire équipé conformément à la réglementation tenant compte également de l'évolution des effectifs tous corps d'états : les revêtements intérieurs de ce local seront faciles à entretenir. Il sera chauffé, éclairé, ventilé, équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments. Il sera nettoyé après chaque repas.
- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne : au vu de l'exiguïté des lieux, nous conseillons aux entreprises la prise de repas extérieurs au chantier

☐ **Ou mise en place d'un équipement de type roulotte ou canions aménagés...**



Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du décret du 8 janvier 1965 modifié.

AFIN DE RESPECTER LES MESURES DE DISTANCIATION, LES TRAVAUX EN COACTIVITE SONT A EVITER. SI CETTE DISTANCE NE PEUT ETRE RESPECTEE, LE PORT DU MASQUE FFP1 ET DES LUNETTES SERA OBLIGATOIRE.

☐ **Clôture de chantier :**

SANS OBJET

☐ **Signalisation et affichage**

L'ENTREPRISE TITULAIRE AFFICHE LES DOCUMENTS RELATIFS AU MESURE COVID

- Dès l'accès au chantier, les entreprises titulaires des différents marchés à BC installent, entretiennent et maintiennent en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « **chantier interdit au public** »,
- « **port du casque obligatoire** »,
- « **port des chaussures de sécurité obligatoire** »,
- « **port du boudier obligatoire** »

☐ **Panneau de chantier :**

Les entreprises doivent garder en permanence le bon état des panneaux

☐ **Hébergement**

- L'hébergement est strictement interdit sur le chantier.

☐ **Accès et circulations intérieurs :**

- **Chaque entreprise** intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.
- De plus, chaque entreprise prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour. Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.



Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22

□ **Protection contre l'incendie :**

- Il sera obligatoirement mis en place par les entreprises concernées des extincteurs appropriés aux différents risques :
 - . Dans les locaux affectés au personnel
 - . Dans les bureaux de chantier
 - . Près des postes de travail particuliers, notamment les lots générateurs de points chauds.
 - . Utilisation d'EPI adaptés en fonction des risques liés aux flammes et étincelles

□ **Permis feu !**

- Si besoin il sera obligatoirement mis en place un permis feu par le propriétaire des lieux



□ **Engins de chantiers**

- Pour chaque engin de chantier, chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier les copies de l'examen d'adéquation et du rapport de la dernière vérification périodique réglementaire avec les justificatifs de réalisation des travaux requis.
- Chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'autorisation de conduite du conducteur délivrée par l'employeur.
- La liste et les caractéristiques des engins de chantier utilisés pour le chantier doivent être insérées dans le PPSPS.

IL EST PREFERABLE QUE LES CHAUFFEURS SOIENT TOUJOURS LES MEME SUR LES ENGIN.
IL CONVIENT CEMPENDANT DE NETTOYER LE POSTE DE TRAVAIL CHAQUE JOURS AVANT LA PRISE DE POSTE.

OUTILLAGE DE CHANTIER

LE PRET DES OUTILS EST A EVITER, SI CE N'EST PAS POSSIBLE PREVOIR ALORS UNE DESINFECTION

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTE ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

3.1 Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales

3.1.1. Circulations horizontales

- Les différentes entreprises intervenantes entretiennent la zone travaux et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries pour notamment réduire les émissions de poussières.
- Eclairage des zones où le personnel est amené à circuler.
Prévoir un éclairage suffisant pour les travaux de nuit !
- Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.
- Les entreprises doivent conduire leurs travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables, les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.
- **L'entreprise devra organiser l'évacuation des déchets pour :**
 - l'évacuation de tous les déchets sur l'A31, au droit du chantier (balayage de la chaussée si besoin...)
 - l'approvisionnement des matériels et matériaux,
 - faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.

L'ENTREPRISE ETUDIE LES CIRCULATIONS PIETONNES POUR EVITER QUE LES PERSONNES NE SE CROISENT (CONSIGNES COVID 19)

3.1.2. Protections collectives

Les protections collectives rigides sont la règle de base pour chaque intervenant

- Ceci concerne notamment, les protections :
 - . Des fouilles et des tranchées,
 - . Des réservations diverses.
 - . Lorsqu'une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier

Les modifications de protections collectives se réalisent dans les conditions ne présentant pas de risque de chute dans le vide

3.1.3. Protections individuelles

Si les protections collectives ne suffisent pas, il faut veiller à ce que le personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle adaptés à leur utilisation et mis à disposition par l'employeur !!!

- **Toute les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés des protections individuelles de base :**

- . Chaussures ou botte de sécurité,
- . Casque,
- . Vêtement réfléchissant de classe 3,
- . Lunettes,
- . Gants de manutention
- . Etc...

- Les autres EPI seront adaptés suivant les postes de travail

6/ Port des EPI spécifiques suivant les travaux.



Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22

3.2. Circulation des engins à l'intérieur du chantier :

- Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.
- Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en œuvre,
- Neutralisation des zones de travail et de circulation, ... autrement que par un simple "rubalise", trop aléatoire pour la destination envisagée,
- **Formations (CACES) et autorisations de conduite (Employeur) pour tout chauffeur de matériel à conducteur porté,**
- Equipement de gyrophare, klaxon et caméra de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,
- Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés.

LES POSTES DE CONDUITE DOIVENT ETRE NETTOYES AVEC DES LINGETTES DESINFECTANTES ET IL EST RECOMMANDE DE GARDER LE MEME CHAUFFEUR PAR ENGIN (RECOMMANDATION COVID 19)

3.3. livraisons et replis

- Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manœuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manœuvre étant alors équipé en conséquence (baudrier fluorescent)
- Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules

Le DOHL – Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons

Les opérations de chargement ou de déchargement d'un transport doivent se réaliser en supprimant les risques de chute de hauteur générés par l'accès au chargement et par les déplacements sur le camion.

ANTICIPATION DES PHASES DE CHARGEMENT/ DÉCHARGEMENT

- Définition en amont des matériels/matériaux à livrer et des modes de déchargement,
- Mode d'élingage à adapter au cas par cas suivant le quai de déchargement qui pourra être mis en place :
 - Quais toute hauteur de part et d'autre du camion => pas de problème d'élingage,
 - Quai toute hauteur que d'un seul côté du camion + sécurisation verticale de l'autre côté => prévoir le mode d'élingage adapté,
 - Quais à la hauteur du plateau permettant un accès de part et d'autre du camion => prévoir des points d'élingage à une hauteur maxi de 1,80 m du plateau,
 - Quai à la hauteur du plateau que d'un seul côté du camion + sécurisation verticale de l'autre côté => prévoir le mode d'élingage adapté.

Ex. PIRL pour l'élingage



EX. Quai mobile et/ou fixe



Instructions spécifiques d'accès pour les livreurs & transporteurs en périodes COVID-19



Je porte un masque en plus des EPI standards en PERMANENCE

3.4. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

□ Moyens de levage et de manutention :

- . Lors de l'étude de l'installation de(s) la grue(s) de chantier, l'entreprise tiendra compte des dernières recommandations de la C.N.A.M. (R.406) relatives aux efforts du vent et relatives aux interférences,
- . Tout survol des avoisinants compris domaine public, avec charge, est interdit
- . Chaque appareil de levage qu'une entreprise souhaite mettre en place sur le chantier est décrit dans le PPSPS.

. La conduite des appareils de levage reste confiée au conducteur habituel et sous la responsabilité de l'entreprise mettant à disposition l'appareil.

. Chaque appareil de levage est vérifié réglementairement. La copie d'un éventuel rapport d'intervention portée sur le carnet de maintenance est présentée au Coordonnateur SPS et est tenue à disposition dans le bureau de chantier.

- Le grutier doit pouvoir refuser le levage d'un colis instable ou risquant de se désolidariser.

En cas de doute sur le bon état de conservation des accessoires de levage, le grutier doit pouvoir se réserver le droit de les refuser.

LE PORT DU MASQUE FFP1 EST OBLIGATOIRE POUR TOUTE MANUTENTION A 2 COMPAGNONS. (RECOMMANDATION COVID 19)

□ Manutentions manuelles

- . Lorsque les manutentions manuelles ne peuvent être évitées, l'employeur évalue les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organise les postes de façon à limiter ces risques (aides mécaniques, accessoires de préhension).
- . Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise devra définir en collaboration avec son médecin du travail les mesures appropriées.
- . Formation des salariés sur les manutentions manuelles,
- . Les manutentions manuelles répétitives doivent être remplacées ou aidées par des levages mécaniques,
- . Les charges soulevées à la main ne doivent pas dépasser 30 kg : 25 si possible (CARSAT Ex C.R.A.M.),

LE PORT DU MASQUE FFP1 EST OBLIGATOIRE POUR TOUTE MANUTENTION A 2 COMPAGNONS. (RECOMMANDATION COVID 19)

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

3.5. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

- Chaque entreprise délimite matériellement ses installations.
- A performance égale, l'emploi de matières ou de substances non dangereuses doit être retenu.
- Dans le cas contraire, les entreprises concernées utilisant des matières ou des substances dangereuses doivent :
 - Préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité.
 - Joindre la fiche de données de sécurité correspondant à chaque matière ou chaque substance dangereuse au PPSPS.
 - Disposer à proximité de chaque poste de travail des extincteurs en nombre suffisant, vérifiés pour l'année en cours et appropriés au(x) risque(s) lié(s) à la nature de l'activité.

3.6. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

- La règle générale est la suivante : chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.
- La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.
- Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée.

**LES ESSUIS MAINS, LINGETTES, GANTS, MASQUES ET TOUS PRODUITS QUI ONT PU ETRE INFECTES SONT A METTRE DANS DES SACS POUBELLES ET EVACUER EN FILIERE ADAPTEE.
(RECOMMANDATION COVID 19)**

3.7. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

- Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiqueront le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...
- Tout rejet dans le milieu naturel de matériaux polluants est strictement interdit.
- Tout rejet dans le milieu naturel d'effluents liquides non traités est strictement interdit.

3.8. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

- Le chantier se décompose en séquences successives décomposées dans le tableau ci-dessous (Liste non limitative).
- Avant chaque séquence, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence future, devront **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur INSPECTION COMMUNE avec le Coordonnateur SPS.
- Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.
- Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

REUNION DE REPRISE DE CHANTIER : A LA REPRISE DU CHANTIER UNE REUNION AVEC L'ENSEMBLE DES COMPAGNONS SE DEROULERA SUR LE CHANTIER ANIME PAR LE CSPS.

Séq	Intervenant	Analyse de risque	Mesures à prendre	Qui ?
1	Signalisation de chantier	Circulation autoroutière	Balises, signalisation des zones de travaux, cette signalisation devant pouvoir être visible par temps de brouillard, de pluie ainsi que de nuit	DIR EST CEI DE Fameck CEI de Champigneulle ou l'entreprise SIGNATURE
2	Dépose du panneau PMV	Risques liés aux manutentions	Port des EPI, Règles de levage	A DEFINIR
3	Pose du panneau PMV	Risque lié aux levages de nuit	Port des EPI et balises pour protection des travailleurs. lors du levage (Chef de manœuvre)	A DEFINIR
4	Travaux de nuit	Risques liés aux circulations de nuit	Le personnel porte une lampe frontale et des EPI adéquates Ballons d'éclairage	A DEFINIR
5	Repli du matériel	Circulation routière & autoroutière manutention	Balises, signalisation des zones de travaux	DIR EST CEI DE Fameck CEI de Champigneulle ou l'entreprise SIGNATURE SA

☐ Travaux de sciage, tronçonnage :

- Chaque entreprise doit veiller à ce que :
 - Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters réglementaires.
 - La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de bâtiment et travaux publics,
 - Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées,
- Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides nécessaires,
- Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites,

- Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration

☐ Utilisation d'enrobés, peintures, etc. :

- Chaque entreprise doit demander les fiches sécurité des produits employés, lire attentivement la notice d'utilisation, de stockage, d'élimination, transmettre les consignes aux opérateurs pour mise en application sur place.

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

□ **Autres :**

- Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant
- un risque spécifique (flocage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, radiographie des soudures, travaux bruyants ...),
- Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum,
- Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées,
- Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.),

3.9. Formation à la sécurité

- Chaque responsable d'entreprise doit, conformément à la réglementation en vigueur, s'assurer que chaque travailleur arrivant sur le chantier suive une formation à la sécurité (présentation des risques particuliers des conditions de circulation extérieure et intérieure au chantier, de la sécurité applicable lors de l'exécution des travaux, des consignes de sécurité particulières, explication du mode opératoire suivi de mesures de prévention qui sont définies pour chaque tâche dans le PPSPS).
- Cette formation est également assurée :
 - aux nouveaux embauchés,
 - aux salariés qui changent de postes ou de technique,
 - aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt de travail suite à un accident du travail,
 - aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt (maladie ou accident non professionnel de plus de 21 jours),
 - aux intérimaires.

IL EST IMPERATIF DE FORMER LE PERSONNEL AU PORT DES MASQUES ET DE LES INFORMER DES MESURES COVID MISES EN PLACE PAR L'ENTREPRISE. ASSURER LA TRACABILITE (FEUILLE D'EMMARGEMENT) ET FOURNIR AU MOE ET CSPS.

3.11. Aptitude médicale

- L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier doit être reconnu apte médicalement par le médecin du travail de son entreprise et avoir subi les visites médicales liées à l'exercice de la profession.
- En cas de nouvelle embauche pour le chantier, l'aptitude date au plus tard de la fin de la période d'essais.

SUITE AUX RECOMMANDATIONS OPPBTP COVID 19 IL A LIEU DE PROCÉDER AU QUESTIONNAIRE DE CHAQUE INTERVENANT PORTANT SUR SON ÉTAT DE SANTÉ AVANT REPRISE. IL EST NECESSAIRE DE L'INFORMER SUR LES SYMPTÔMES DE LA MALADIE.

3.12. Registres réglementaires

- Chaque entrepreneur intervenant doit mettre en place sur le site et à la disposition permanente les documents obligatoires suivants (installés dans le bureau de chantier) :
 - Registre des observations et des mises en demeure de l'Inspecteur du Travail (code du travail).
 - Registre des avis de danger grave et imminent (code du travail).
 - Registre d'observations des travailleurs (décret du 08.01.1965 modifié).
 - Registre de sécurité (code du travail).
 - Carnet de maintenance des appareils de levage (arrêté du 02 mars 2004).

3.13. Mesures découlant de l'analyse et de l'harmonisation des PPSPS

- Prévention des risques de maladies professionnelles :
 - Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ...
 - En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...)
- Travaux spécifiques :
 - Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : communication préalable au Coordonnateur SPS des **FDS** Fiches de **D**onnées de **S**écurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques
- Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

4. MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

4.1. Nettoyages de chantier :

- **Les entreprises intervenantes** ont en charge le nettoyage et la maintenance des voies, abords intérieurs et extérieurs du chantier jusqu'à la fin du chantier, assure la maintenance et le nettoyage quotidien des locaux mis à la disposition des personnels (salle de réunion, sanitaire, vestiaires...), l'approvisionnement des consommables nécessaires à l'emploi et à la maintenance des locaux mis à la disposition des salariés, la mise en place de poubelles et leur vidage à l'intérieur du cantonnement,
- Par ailleurs, **chaque entreprise** aura en charge la gestion de ses propres déchets.
Tous les déchets devront être évacués quotidiennement du poste de travail.
- Les nettoyages seront réalisés autant que nécessaire et au moins une fois par jour.

5. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail PAR EQUIPE AU TRAVAIL pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entreprise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

☐ Définir les procédures d'organisation des secours :

- Consignes de premiers secours :

1. Ne pas bouger la victime.

2. Protéger la victime.

3. Prévenir les secours.

4. L'appel :

- rester calme.
- Faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile)
- Donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).

5. Préciser :

- Le nombre de victimes.
- La nature des blessures.
- Ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.

6. Prévoir :

- Une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours
- Ne jamais laisser une victime seule.

- Liste :

- Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner
- Du matériel médical existant sur le chantier

☐ Petit matériel de secours

- Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.
- Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.
- L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros œuvre.

☐ Appel au secours

- Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

☐ Déclaration

- Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22

6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

6.1. Sous-traitance

- Dès lors qu'une entreprise envisage de sous-traiter une partie des ouvrages qui lui est confiée par un entrepreneur titulaire ou lui-même sous-traitant du titulaire, cet entrepreneur est tenu conformément à l'article R 238-20 du code du travail de communiquer le P.G.C. et de l'informer
 1. Que l'opération est soumise à P.G.C.
 2. Que ces entrepreneurs auront l'obligation :
 - a) d'en respecter les règles
 - b) de participer avant toute activité sur le chantier à l'inspection commune avec le Coordonnateur SPS
 - c) d'établir un P.P.S.P.S. et de le remettre avant toute intervention sous peine d'exclusion du chantier
- Ces obligations sont applicables quel que soit le rang du sous-traitant.

6.2. Prestataires de services

- Les prestataires de services sont des acteurs de la construction tels que grutiers, conducteurs d'engins de TP, qui travaillent directement sur le chantier.
- Toutes les entreprises appelées à intervenir directement sur un chantier soumis à coordination, soit qu'elles sont titulaires du contrat direct avec le maître d'ouvrage, soit qu'elles sont sous-traitantes, doivent établir un PPSPS.
- Seuls les simples fournisseurs titulaires de contrat de choses ou de simple fourniture sont donc exclus de l'obligation de PPSPS.
- Pour ce qui concerne les risques auxquels ils sont soumis, il s'agit le plus souvent de risques de co-activité.
- Qui doit rédiger ce plan, ou la partie de plan concernant ces prestations ?
- Deux solutions sont possibles :
 - Soit il s'agit d'un plan rédigé par l'entrepreneur titulaire de la relation de travail employeur-salarié,
 - Soit il est effectué par l'entreprise d'accueil.
- Dans les faits il s'avère que ces locatiers sont le plus souvent sous l'autorité réelle du Chef de Chantier de l'entreprise d'accueil.
- Dans ce cas, c'est bien sur l'entreprise d'accueil que pèse l'obligation de PPSPS. Du reste, il importerait que le contrat indique clairement que l'on se trouve dans une situation de travail en commun c'est-à-dire sous l'autorité d'un préposé unique.
- Si, au contraire, compte tenu de la situation rencontrée concrètement, le locatier est bien et reste, pendant toute la durée de l'intervention, sous l'autorité de son employeur, c'est à ce dernier qu'incombe la rédaction d'un PPSPS.

6.3. Intérimaires

- Toute entreprise qui emploie du personnel intérimaire doit s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui leur sont confiés. Elle veille également à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.
- Chaque travailleur intérimaire intervenant dans le chantier a préalablement été accueilli par le représentant de l'entreprise en participant à une visite du chantier.
- La main d'œuvre intérimaire employée par les entreprises est utilisée comme elles utilisent leur propre main d'œuvre et non pas en leur réservant les tâches les plus pénibles.

LES MESURES COVID-19 RECOMMANDEES DANS LE GUIDE DE L'OPPBTP SONT A RESPECTER PAR L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS DU CHANTIER (SOUS TRAITANTS, PRESTATAIRES, MAITRE D'OEUVRE, MAITRE D'OUVRAGE).

6.4. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

- Conformément au décret du 26 décembre 1994 modifié, il est constitué par le Coordonnateur SPS un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Ce dossier est constitué à partir des documents tels que plans et notes techniques fournis par divers intervenants (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entreprises) et acceptés par la Maîtrise d'Œuvre.

6.5. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Conformément au décret du 26 décembre 1994 modifié, chaque entreprise établit son plan particulier de sécurité et de protection de la santé et le transmet au Coordonnateur SPS **30 jours avant son intervention**. Cette remise de PPSPS est obligatoirement précédée d'une inspection commune du chantier avec le coordonnateur

L'entreprise titulaire du lot principal en plus de l'exemplaire transmis aux organismes de prévention (inspection du travail, OPPBTP, CARSAT (ex CRAM)) en fournit :

- 1 exemplaire à disposition dans le bureau de chantier,
- 1 exemplaire au coordonnateur,
- 1 exemplaire à chaque entreprise.

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022		PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY		Date	14-janv-22

- Des exemplaires supplémentaires peuvent lui être réclamés pour satisfaire aux besoins des autres entreprises qui le réclament (loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 et décret N° 94.1159 du 26 décembre 1994 modifié).
- D'autre part, les entreprises des autres lots doivent fournir leur PPSPS en :
 - 1 exemplaire à disposition dans le bureau de chantier
 - 1 exemplaire au coordonnateur.

6.6. Modalités pour chantier **non soumis à C.I.S.C.T.**

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est en principe l'outil qui gère les modalités pratiques de coopération entre les différentes entreprises.
 - Réunion de coordination,
 - L'harmonisation des P.P.P.S.S.
 - Protocoles ou conventions interentreprises

6.7. Les protocoles d'accord interentreprises ou les conventions interentreprises de mise en commun de moyens

- Ils fixent notamment les conditions de mise à disposition de moyens matériels, les conditions de leur utilisation spécifique et les mesures convenues pour leur rémunération entre les entreprises.
- Ils ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire échec aux dispositions du présent P.G.C.S.P.S.
PGC SPS – Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé
- Ils peuvent concerner l'ensemble des entreprises du chantier (c'est en général le cas de conventions qui régissent le compte interentreprises) ou ne concerner que deux entreprises (protocole de mise à disposition d'appareil de levage ou d'engin de chantier).

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22

6.8. Fiche d'appels « EN CAS D'ACCIDENT »

En cas d'accident

- Protéger la victime sans se mettre en danger
- Appeler le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Exemple de
fiche

• TELEPHONEZ AU :

18

POMPIERS



112

CENTRE D'APPELS Secours



et dites :

1. ICI CHANTIER :

DIR EST

Adresse :

A 31 – Rénovation de 5 PMV aux PR :

CEI de Champigneulle

• BELLEFONTAINE 254+800 sens 1

• VOLTAIRE 255+740 sens 2

CEI de Fameck

• ILLANGE 1 326+100 sens 1

• ELANGE 338+060 sens 2

• ENTRANGE sens 1

2. PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

Par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSÉ : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

À PRÉVENIR IMMÉDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL

CARSAT (Ex CRAM) Service PRÉVENTION

BUREAU VERITAS

03 87 39 93 10

OPPBTP

SAMU

15

MÉDECINE DU TRAVAIL

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POLICE / GENDARMERIE

17

CENTRE ANTI POISON

SECOURS EDF

SECOURS GDF

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022

PGC
Plan Général de Coordination

BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY

Date

14-janv-22

6.9. Rappel COVID-19 - Guide de préconisations OPPBTP Version 18 du 03/01/2022

OPPBTP

COVID-19

GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS SARS-COV-2

Version à jour du 22 septembre 2021, intégrant les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion applicable au 1^{er} septembre 2021. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cette période d'épidémie du coronavirus SARS-CoV-2, responsable d'une maladie nommée Covid-19, la priorité des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et celle de leur entourage.

Alors que le pays est confronté à un risque épidémique qui reste élevé, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics figure parmi les secteurs essentiels pour l'économie dont les activités doivent être maintenues. Ce maintien d'activité est rendu possible grâce à l'application des préconisations de ce guide qui ont fait la preuve de leur efficacité depuis le début de l'épidémie.

Ce document liste les mesures spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du Bâtiment et des Travaux Publics appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux. Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du Bâtiment et des Travaux Publics. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.

Le SARS-CoV-2 fait partie de la famille des Coronavirus qui forment une grande famille de virus responsables généralement de rhumes et de syndromes grippaux bénins. Ils peuvent néanmoins présenter des formes graves en particulier chez des personnes fragiles (personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, nourrissons, femmes enceintes...).

La transmission du virus s'effectue par projection de gouttelettes, par aérosols et par contact physique principalement par les mains via des objets contaminés, ce qui en fait une maladie

très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement en l'absence de mesures de protection...). À l'heure actuelle, il n'existe pas de traitement spécifique.

Seuls la vaccination et le respect des mesures préventives permettent de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du Bâtiment et des Travaux Publics exige d'appliquer strictement les mesures barrières dans les activités de chantier/atelier et annexes (bureaux, fournisseurs...).



En période d'épidémie, les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics doivent respecter strictement les préconisations de ce guide, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.

Ce guide est conforme aux recommandations des ministères du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, des Solidarités et de la Santé, de la Transition écologique, et du Logement.

H5G 02 21

La présente document a été révisé le 22 septembre 2021 en fonction des évolutions de l'épidémie et des préconisations issues du Gouvernement avec une veille quotidienne assurée par l'OPPBTP. Une version à jour est disponible sur : www.preventionbtp.fr

preventionbtp.fr



Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022	PGC Plan Général de Coordination	
BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Date	14-janv-22



Le ministère des Solidarités et de la Santé recommande à toute personne de mesurer elle-même sa température en cas de sensation de fièvre et plus généralement d'auto-surveiller l'apparition de symptômes évocateurs de Covid-19.

1

MODALITÉS D'ACCÈS AU CHANTIER

Plus obligatoire, mais



TOUS LES EMPLOYÉS ET PERSONNELS EXTÉRIEURS FERONT L'OBJET :

- d'un questionnaire d'auto-évaluation Etat de Santé COVID-19,
- d'un contrôle de température à l'entrée du site.



2

QUESTIONNAIRE D'AUTO-ÉVALUATION ÉTAT DE SANTÉ – COVID-19



À ma connaissance, je déclare :

- ☒ Je ne pas présenter de problèmes respiratoires de la toux ou de la fièvre depuis au moins **ces derniers jours**
- ☒ Je ne pas avoir été en contact avec une personne ayant le COVID-19 ou présentant les problèmes respiratoires de la toux ou de la fièvre **ces derniers jours**

3

VOUS NE POURREZ PAS ENTRER SUR LE SITE, SI

- Température > 37.7°C
- Vous présentez des symptômes liés au COVID-19
- Vous faites partie des personnes à risque élevé



TOUTE PERSONNE NE RESPECTANT PAS LES CONSIGNES DE L'ENTREPRISE SERA EXCLUE DU CHANTIER

CONSIGNES Bases-vie, bungalows, réfectoire et vestiaires

5



Instructions spécifiques d'accès pour les livreurs & transporteurs en périodes COVID-19



Je porte un masque en plus des EPI standards en PERMANENCE

Phase conception et réalisation pour la rénovation des PMV sur A31 courant 2022

PGC
Plan Général de Coordination

BUREAU VERITAS 5 Rue Pablo Picasso 57365 ENNERY

Date

14-janv-22